

«progresuisse» souhaite, en cette période critique, encourager un débat riche et constructif sur la portée de l'accord-cadre et l'avenir du partenariat européen. Nous sommes profondément convaincus que la voie bilatérale est l'outil idéal qu'il convient de renforcer et de développer pour préserver les intérêts de la Suisse en Europe. L'absence d'accord-cadre n'est pas une option pour la Suisse.

Pour le bien de l'ensemble de la société, des personnalités du monde de l'économie, de la science et de la politique s'engagent, avec «progresuisse», pour un accord-cadre capable de rallier la majorité et pour une relation forte et constructive avec l'UE.

- «progresuisse» souhaite une Suisse progressiste, dans laquelle notre jeune génération, notamment, pourra se façonner un avenir prospère.
- «progresuisse» souhaite donner une voix aux forces constructives qui aspirent à des relations stables et durables avec l'UE et, en tant qu'acteur concret, apporter sa contribution à l'accord-cadre.
- «progresuisse» souhaite stimuler un débat substantiel et constructif sur la portée de l'accord-cadre et l'avenir du partenariat européen et s'y investir de manière concrète et progressiste.
- «progresuisse» demande de clarifier l'accord-cadre, mais l'absence d'accord-cadre n'est pas une option pour la Suisse.
- «progresuisse» s'engage en faveur d'une interconnexion internationale et, notamment, en faveur de la coopération européenne en termes de formation, de recherche et d'enseignement.
- Nous avons besoin d'un engagement clair du Conseil fédéral sur un accord-cadre et d'une clarification de sa portée afin que «progresuisse» puisse soutenir le Conseil fédéral.

La base d'un débat peu constructif a été posée au plus tard en janvier 2019, lorsque le Conseil fédéral a lancé pour la première fois, dans cette ampleur, une consultation sur l'accord-cadre. Résultat : de nouveaux acteurs du monde de l'économie ont sorti toute une panoplie d'arguments pour se transformer en farouches adversaires d'un accord-cadre et devenir des opposants solides et fondamentaux.

L'accord-cadre présente assurément des points critiques, mais ce qui dérange est de voir que l'accord institutionnel est attaqué en bloc et qu'aucune proposition n'est faite

pour permettre une relation avec l'UE qui satisferait les deux parties.

L'économie et la population sont d'accord depuis de nombreuses années : la Suisse ne cherche ni à entrer dans l'UE, ni à s'en isoler. La voie bilatérale est un bon compromis, éprouvé à maintes reprises, et il s'agit de le garantir à l'avenir. L'accord-cadre doit permettre à la Suisse de devenir un hôte important, influent et prévisible et rendre les contrats bilatéraux durables et évolutifs. L'accord-cadre doit en outre englober un droit de consultation et de participation.

Transformer le dénigrement de l'accord-cadre en un débat substantiel

La discussion sur l'accord-cadre est beaucoup trop importante pour risquer de la tuer dans l'œuf. L'avenir de la Suisse est en jeu. „progresuisse” est une voix progressiste pour les accords bilatéraux et l'accord institutionnel et veut faciliter une contribution à un dialogue constructif sur la politique européenne. Nous devons mener ce débat de fond : Suivons-nous le chemin progressiste et disons «oui» à la collaboration institutionnelle avec l'UE? Ou devons-nous risquer l'expérience conservatrice, dire «non» et mettre en jeu les accords bilatéraux?

S'engager pour un accord-cadre optimisé

Le Conseil fédéral est conscient des points de friction. Il s'agit maintenant de clarifier la portée de l'accord afin qu'il puisse être rallié par la majorité au niveau de la politique interne. Les préoccupations liées à la souveraineté du pays sont à prendre au sérieux, des délimitations claires étant indispensables. La reprise dynamique du droit et la résolution des différends seront ainsi possibles. La Suisse n'est pas membre de l'UE, mais elle ne veut pas non plus s'isoler de l'UE. La relation avec l'UE doit (par exemple par le biais d'un accord sur l'électricité) pouvoir continuer à se développer.

Renforcer durablement la science

La science doit être interconnectée au niveau mondial et surtout européen. Pour la science et la recherche, des relations fructueuses et dynamiques avec l'UE jouent un rôle déterminant. Un échec des négociations sur l'accord institutionnel détruirait de nombreuses perspectives pour la science et les étudiants. Les incertitudes actuelles dans les relations avec l'UE sont dommageables à long terme pour la recherche, l'économie et la société civile.

Pas contre, mais avec nos principaux partenaires, pour le bien de tous

«progresuisse» est persuadée qu'il est très dommageable de lancer maintenant des discussions interminables sur l'accord-cadre. Depuis 2008, les Etats de l'UE répètent clairement qu'ils ne voient aucun avenir pour une participation sectorielle de la Suisse au marché intérieur européen, tant que les questions institutionnelles ne seront pas résolues. Il est donc naïf de penser aujourd'hui que le statu quo peut être maintenu. D'un point de vue politico-économique, il est également peu judicieux de retirer maintenant sa confiance au Conseil fédéral, au moment précis où les négociations reprennent. Un cadre précis pour les accords bilatéraux et un accord avec notre partenaire de loin le plus important servent nos propres intérêts.